Macron mouche du coche veut s’inviter à la réunion des Brics en Afrique du sud !

écrit par Christine Tasin | 25 juin 2023

Pour Moscou, Macron n’est pas le bienvenu…
© F. Froger / Z9, pour France-Soir

Pour Moscou, Macron n'est pas le bienvenu…
© F. Froger / Z9, pour France-Soir

Pauvre type… qui ne sait pas quoi faire pour avoir (et donner) l'impression de jouer dans la cour des grands !

Mais faut avoir un sacré culot et aucun amour-propre, parce que, quand même, les Brics sont majoritairement derrière Poutine qui sera invité à Prétoria.

Or, Macron est le dirigeant européen qui aide le plus l'Ukraine contre la Russie !

D'où la réaction de Poutine : hors de question que Macron soit en Afrique du sud !

A suivre, le Président d'Afrique du sud qui est la puissance invitante refusera-t-il au pantin Macron l'entrée de son pays ?

Emmanuel Macron s'invite au prochain sommet des BRICS (réunissant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud).

Le président de la République, qui a fait part "de sa disponibilité et de son intérêt", pourrait se rendre en août prochain en Afrique du Sud et devenir le premier dirigeant d'un pays du G7 à prendre part à l'un des sommets de cette organisation. L'annonce, faite par la ministre des Affaires étrangères Catherine Colonna, lors de sa visite à Pretoria, suscite déjà une réaction de Moscou, qui qualifie "d'inappropriée" une possible venue du locataire de l'Élysée.

Le quotidien français L'Opinion rapportait déjà à la mi-juin la demande du chef de l'État à son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa, d'être invité au prochain sommet des BRICS à Pretoria. La présence de Macron à ce sommet "a été évoquée lors de la conversation entre les deux dirigeants, mais Pretoria n'a donné aucune indication quant à l'extension ou non de cette rencontre à d'autres dirigeants internationaux ».

L'information a été confirmée par Mme Colonna, lors d'une conférence de presse tenue lundi 19 juin avec son homologue Naledi Pandor. "Nous n'en avons pas parlé aujourd'hui, mais nous en avions parlé le 26 mai" dernier, à l'occasion de la visite de la cheffe de la diplomatie sud-africaine à Paris. La responsable française a justifié la volonté du président de participer à ce prochain sommet des BRICS par la nécessité de"dialoguer". "Il nous semble que dialoguer est toujours positif, même quand on n'est pas 100% d'accord sur tout. Il faut parler pour se comprendre et pour trouver des solutions", a-t-elle expliqué, relayée par RFI. "Nous réfléchissons à haute voix, mais c'est évidemment une décision que les pays concernés sont seuls à même de prendre".

Naledi Pandor n'a pas écarté la possibilité d'une telle visite. "Si cela se produisait, ce serait une innovation au sein du modèle de participation des BRICS actuel, mais cela pourrait amplifier la portée mondiale du forum des BRICS", a-t-elle déclaré. Mais quelles sont les chances d'une participation de Macron à ce sommet ?

D'un côté, le chef de la diplomatie française exige une invitation "dans le plein respect du droit international". Un clin d'œil à une possible présence du président russe Vladimir Poutine, visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour "crime de guerre". Allié traditionnel du Kremlin, Pretoria, membre de la CPI, est supposé interpeller le président russe s'il se rendait en Afrique du Sud, qui a toujours refusé de condamner Moscou depuis le début de la guerre en Ukraine.

Pour Moscou, Macron n'est pas le bienvenu

D'un autre côté, la décision finale qui revient à Ramaphosa en sa qualité de président de la "puissance invitante", doit justement mettre dans la balance la réaction de la Russie, peu emballée par la demande du chef de l'Élysée. Le message est clair: "Les chefs des États qui mènent une politique hostile à l'égard de la Russie ne sont pas les bienvenus au sommet des BRICS", écrit Sputnik. C'est le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Ryabkov qui a exprimé la position officielle russe à Pretoria.

« Il est clair que les chefs des États qui mènent une politique aussi hostile et inacceptable pour nous, qui arguent avec tant d'insistance et avec conviction que la Russie doit être isolée sur le plan international, qui partagent la ligne de l'ensemble de l'OTAN prônant notre prétendue défaite stratégique, un tel leader n'est pas convenable en tant qu'invité des BRICS", a-t-il dit, espérant que cette position "sera pleinement acceptée ».

Si Macron assistait au prochain sommet des BRICS, il serait le premier dirigeant d'un pays du G7 à le faire. Le chef de l'Elysée partage avec les autres dirigeants des BRICS le projet de refondre l'ordre financier et géopolitique actuel, mais les approches semblent très différentes. Les BRICS se tournent vers une dédollarisation tandis que la France accueille ces jeudi 22 et vendredi 23 juin 2023 le sommet pour

un“nouveau pacte financier” à Paris, avec pour objectif de “poser les bases d’un nouveau système financier mondial, et de mieux armer en priorité les États fragiles contre le changement climatique et la pauvreté”.

Le chef de l’Élysée a aussi des relations ambiguës avec les pays membres de cette organisation, particulièrement la Russie et la Chine. *Si la France a maintes fois appelé à des négociations de paix entre Moscou et Kiev, elle est également l’un des principaux fournisseurs de l’Ukraine en armes lourdes et équipements militaires. Lors de sa visite en Chine en avril 2023, première rivale des États-Unis, il a appelé l’Union Européenne à ne pas être “suiviste” de Washington, particulièrement sur la question taïwanaise. Un mois plus tard, il co-signe un communiqué des dirigeants du G7 qualifiant la Chine de “plus grand défi pour la sécurité et la prospérité mondiales”.*

“Intermédiaire” entre le Nord et le Sud

À travers cette demande d’invitation au sommet des BRICS, tout comme l’organisation du sommet pour un “nouveau pacte financier” à Paris ou son appel à un “ordre mondial unique” en novembre 2022 depuis la capitale thaïlandaise Bangkok à l’occasion sommet de la Coopération économique pour l’Asie-Pacifique (APEC), Emmanuel Macron remet sa casquette d”’intermédiaire” entre les pays du Nord et du Sud. Il avait déjà appelé en septembre 2022 à “bâtir un nouveau contrat entre le Nord et le Sud” pour “éviter la fracture du monde”.

Si son approche est qualifiée par un professeur à Science-Po, Bertrand Badie, de “vieille vision gaullienne”, ce dernier reconnaît à Macron “une lucidité de comprendre que la sortie des crises actuelles passe par un ciblage préférentiel des pays du Sud et en particulier des émergents”.

En tout cas, la décision d’inviter ou pas son homologue français est attendue de la part du président sud-africain,

Cyril Ramaphosa, présent ces deux jours à Paris à l'occasion du sommet pour "un nouveau pacte financier".

https://www.francesoir.fr/politique-monde/macron-s-invite-au-prochain-sommet-des-brics-moscou-dit-niet